

Q

Que se passe-t-il quand on soumet au Parlement un projet de loi qui porte des mesures visant à amortir le choc des inégalités face à l'emploi, au logement, aux discriminations et à l'exercice d'une citoyenneté active? Toute la gauche se rassemble pour le voter, le centre ne s'y oppose pas, la droite n'avance que le prétexte de le trouver «fourre-tout» pour tenter de le repousser, et l'extrême droite argumente pour dire tout le mal qu'elle en pense. Ouf! On retrouve l'ordre des choses.

On peut donc le faire. Alors que 15% des Français vivent sous le seuil de pauvreté, que la CMU bénéficie à 2,5 millions de personnes, qu'on compte plus de 120 000 SDF et presque 4 millions de mal-logés, et que dans le même temps les actionnaires des entreprises du CAC 40 se partagent 56 milliards de dividendes, la représentation nationale se replace heureusement sur ses lignes.

Et cette loi «égalité et citoyenneté» pourrait inspirer les partis et leurs prétendants à la fonction suprême pour que leurs projets gagnent en clarté auprès de citoyens perdus, désabusés et défiants, et que — je parle pour

## Candidats à la présidentielle, inspirez-vous de la loi «égalité et citoyenneté»!

mon camp, tant pis pour les autres! — se nouent des alliances pertinentes qu'imposent les institutions de la V<sup>e</sup> République.

Dans leur majorité, en tout cas, les maires des 700 communes où vivent les 5 millions d'habitants des quartiers populaires prioritaires de la politique de la ville ne se plaindront pas des mesures adoptées. Que ce soit, notamment pour les jeunes, en matière d'insertion professionnelle, de logement, de formation, d'éducation populaire et d'engagement volontaire citoyen, de mixité sociale, de prévention du racisme, du sexisme et des discriminations à l'embauche, ils y retrouveront beaucoup de ce que, depuis près de quatre décennies, ils expérimentent

à une extension nationale des remèdes imaginés?

Mais l'urgence sociale et sociétale commande que soient franchis d'autres caps vers l'égalité et la solidarité républicaines. Réunies au sein de l'Association des maires Ville & Banlieue de France, les communes et intercommunalités s'appuient sur leur expertise partagée pour promouvoir une prospective urbaine auprès des gouvernements. Pour leurs maires — dont je suis —, les élections de 2017 sont à cet égard un enjeu majeur, bien sûr pour les 10% des résidents de la nation qui subissent la ségrégation urbaine et sociale que la crise et la réponse par l'austérité accroissent malgré les efforts de régulation, mais aussi pour tous les citoyens du pays qui, sans solidarité territoriale et nationale, institutionnelle et citoyenne, sont confrontés au risque d'une perte d'identité républicaine.

Il ferait alors sens que les candidats à la présidentielle ne négligent pas nos propositions et réagissent à notre vision de la politique de la ville, en particulier sur la mobilisation de tous les ministères envers les territoires en errance de notre République. ●



**MARC VUILLEMOT,**  
président de l'Association  
des maires Ville & Banlieue  
de France

tent pour amortir l'exclusion économique, sociale, urbaine et culturelle qui frappe leurs populations. Comment, dès lors, ne pas se réjouir — une fois de temps en temps, ce n'est pas du luxe hédoniste — lorsque les politiques publiques conçues et menées en faveur de nos quartiers paupérisés et dégradés servent de laboratoire